

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
SOMMAIRE.....	9
PRÉFACE, par Vassilios SKOURIS.....	11
PROPOS INTRODUCTIFS. DE LA CAPACITÉ DE LA CHARTE DE FAÇONNER UNE IDENTITÉ DE L'UNION DANS UN CONTEXTE PLURALISTE, par Anastasia ILIOPOULOU-PENOT et Lamprini XENOU.....	17
I. LA CHARTE DANS L'ESPACE CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN	19
II. LA CHARTE DANS L'ARCHITECTURE CONSTITUTIONNELLE DE L'UNION...	24

PARTIE 1

LA CHARTE DANS L'ESPACE CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN

DE QUELQUES DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LA CONCURRENCE DES STANDARDS DE PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX EN EUROPE, par Dominique RITLENG	31
I. LE CADRE D'UNE APPLICATION CONCURRENTE DES STANDARDS NATIONAUX DE PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX.....	34
A. La condition d'une application concurrente : l'existence d'une marge d'appréciation	35
B. La limite : la préservation de la primauté, de l'unité et de l'effectivité du droit de l'Union	39

II. LA CONDITION POSÉE À L'APPLICATION DU STANDARD DE PROTECTION DE LA CHARTE : L'ÉQUIVALENCE DE PROTECTION	41
A. La convergence des standards de protection.....	43
B. Un risque persistant de défaut de protection équivalente ...	46
AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLE DE L'UNION EUROPÉENNE, DROITS FONDAMENTAUX ET MÉTHODES D'INTÉGRATION DES VALEURS « EXTERNES », par Lucia Serena ROSSI.....	
I. INTRODUCTION	53
II. SUR L'AUTONOMIE DE L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION PAR RAPPORT AU DROIT INTERNATIONAL.....	54
III. SUR L'AUTONOMIE DE L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION PAR RAPPORT AUX CONSTITUTIONS NATIONALES : LES MÉTHODES DE RÉFÉRENCE AUX TRADITIONS CONSTITUTIONNELLES COMMUNES AUX ÉTATS MEMBRES	57
A. Les références visant à étendre le champ d'application temporel d'un droit fondamental aux situations survenues avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne	58
B. Les références génériques (au sein de l'article 6, paragraphes 1 et 3, TUE).....	59
C. Les références par rapport au caractère fondamental d'un droit prévu dans la Charte	60
IV. LES MÉTHODES DE RÉFÉRENCE À LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	60
A. La prise en compte de la CEDH pour confirmer une certaine interprétation.....	63
B. Les renvois à la CEDH et à la jurisprudence de la Cour EDH	64
V. CONCLUSION	68
LA PRISE EN COMPTE DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, par Angelika NUSSBERGER	
I. DEUX COURS, DEUX MISSIONS.....	69
II. LA CHARTE COMME SOURCE D'INSPIRATION	70
III. LA CHARTE COMME FONDEMENT D'UN DIALOGUE EUROPÉEN	72

LE JUGE ADMINISTRATIF FRANÇAIS ET LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX, par Bernard STIRN	77
I. LA CHARTE DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : DES CONSÉQUENCES DIRECTES LIMITÉES.....	78
A. Champ d'application de la Charte.....	79
B. Portée de certains articles	80
II. LA CHARTE : UN ÉLÉMENT DE L’AFFIRMATION DU DROIT EUROPÉEN DES DROITS DE L’HOMME.....	81
A. Le droit européen des droits de l’homme : une construction progressive	81
B. Le Conseil d’État dans l’espace européen des droits de l’homme.....	82
 LA COUR CONSTITUTIONNELLE ITALIENNE ET LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L’UNION EUROPÉENNE, par Francesco MARTUCCI	83
I. LA CHARTE AU CŒUR D’UN « COMMUN CONSTITUTIONNEL ».....	88
A. L’importance interprétative de la Charte avant le Traité de Lisbonne.....	88
B. Le statut constitutionnel de la Charte après le traité de Lisbonne.....	90
C. La distinction avec la Convention européenne des droits de l’homme	93
II. LA CHARTE COMME NŒUD D’UNE « DOUBLE PRÉJUDICIALITÉ ».....	95
A. La pratique herméneutique du juge italien	95
B. Pouvoir de « des-application » et renvois préjudiciels.....	97
C. Concurrence préjudicielle	100

LES VOIES DE DROIT PERMETTANT L'INVOCATION DES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE, par Fabrice PICOD	107
I. LA DIVERSITÉ DES FACTEURS COMMANDANT LE CHOIX DES VOIES DE DROIT.....	109
A. La mise en cause d'une personne physique ou morale d'un État membre pour violation d'un droit fondamental ...	110
1. L'ouverture d'une procédure en constatation de manquement contre un État membre pour violation d'un droit fondamental	111
2. La mise en cause d'autorités publiques devant des juridictions nationales pour violation d'un droit fondamental.....	113
3. La mise en œuvre d'une voie de droit nationale pour agir contre une autre personne privée.....	115
B. La mise en cause d'un acte d'une institution, organe ou organisme de l'Union européenne pour violation d'un droit fondamental.....	116
1. Saisine d'une juridiction nationale	117
2. Saisine du Tribunal de l'Union européenne	120
C. La revendication d'un droit fondamental en défense dans le cadre d'une procédure pénale	124
II. LA VARIABILITÉ DES EFFETS PRODUITS PAR L'ACCUEIL DES MOYENS SOULEVÉS PAR LES JUSTICIABLES	127
A. Une décision sur la légalité de l'acte contesté	127
B. L'orientation du sens donné à l'acte mis en cause.....	129
C. La possible indemnisation de la victime.....	133
D. L'octroi de pouvoirs de réformation	134

PARTIE 2

LA CHARTE DANS L'ARCHITECTURE CONSTITUTIONNELLE DE L'UNION

A. LA CHARTE ET LES INSTITUTIONS DE L'UNION	137	
LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX ET LE LÉGISLATEUR DE L'UNION, par Jean Paul JACQUÉ.....		139
I. LES INITIATIVES DE LA COMMISSION	141	
II. L'ACTION DES AUTRES INSTITUTIONS.....	143	
III. LA PRATIQUE DU CONTRÔLE	145	
IV. UNE APPRÉCIATION GLOBALE	147	
LA CHARTE DANS L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UNION EUROPÉENNE, par Eleftheria NEFRAMI		149
I. LE RÔLE DE LA CHARTE DANS L'ENCADREMENT DE L'ACTION EXTÉRIEURE	152	
A. Protection des droits fondamentaux.....	152	
1. La compatibilité des accords internationaux avec la Charte.....	153	
2. La protection des droits fondamentaux et la PESC.....	158	
B. Promotion des droits fondamentaux.....	161	
II. L'ARTICLE 47 DE LA CHARTE DANS LA POURSUITE DES OBJECTIFS D'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UNION.....	164	
A. L'article 47 de la Charte dans la procédure d'avis de l'article 218, paragraphe 11, TFUE.....	165	
B. La contribution de l'article 47 de la Charte à la mise en œuvre effective de la Convention d'Aarhus	168	

LE RÔLE DE LA CHARTE DANS LA LUTTE POUR L'ÉTAT DE DROIT AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE, par Dimitry VLADIMIROVICH KOCHENOV et John MORIJN	173
I. INTRODUCTION	173
II. LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉTAT DE DROIT ET LA CHARTE : AU CROISEMENT DES DEUX INNOVATIONS	176
III. LA CRISE DE L'ÉTAT DE DROIT ET LA CHARTE : DÉVELOPPEMENTS POSITIFS ET NÉGATIFS	178
IV. LE REcul DE L'ÉTAT DE DROIT ET LA CHARTE : LES VECTEURS CLÉS À PRENDRE EN COMPTE	184
A. Les limitations inhérentes à la portée de la Charte	185
B. Les limites inhérentes à l'approche basée sur les droits	189
C. La Charte et les procédures de l'article 7 TUE	191
D. Les actions directes de la Commission et la Charte	191
V. L'ÉTUDE DE CAS : LE FINANCEMENT DES PARTIS, L'ÉTAT DE DROIT ET LA CHARTE	192
VI. CONCLUSION	197
 B. LA CHARTE ET LES ÉTATS	 199
 LES CONTOURS DU CHAMP D'APPLICATION DE LA CHARTE. UNE TENTATIVE DE RECADRAGE, par Antoine BAILLEUX	 201
I. INTRODUCTION	201
II. DES BALISES THÉORIQUES SOUS TENSION	202
A. Des grands principes à peu près constants	202
B. Des évolutions contrastées	205
1. Des lectures généreuses	206
2. Des réactions de repli	207
III. DES APPLICATIONS DIVERGENTES	209
A. Le rattachement au droit dérivé	209

TABLE DES MATIÈRES	307
1. Les actes à portée générale.....	209
2. Les actes à portée individuelle.....	212
B. Le rattachement au droit primaire.....	214
1. La citoyenneté.....	214
2. L'effectivité.....	216
IV. CONCLUSION.....	218
THE CHARTER'S CONTRIBUTION TO THE PROTECTION OF HUMAN RIGHTS IN THE UK BEFORE AND AFTER "BREXIT", par Michael DOUGAN	223
I. INTRODUCTION	223
II. EU LAW AND THE CHARTER WITHIN THE UK LEGAL SYSTEM PRE-WITHDRAWAL FROM THE UNION.....	224
A. The general regime governing the status of EU Law within the UK as a Member State	224
B. The contribution of EU law to human rights protection within the UK as a Member State	227
III. EU LAW AND THE CHARTER WITHIN THE UK LEGAL SYSTEM POST-WITHDRAWAL FROM THE UNION.....	233
A. The main internal challenges posed by UK withdrawal from the EU.....	233
B. The UK Government's strategy for protecting legal continuity and legal certainty after EU withdrawal.....	236
C. Retention and legal status of EU law under the European Union (Withdrawal) Act 2018.....	239
D. The impact of EU withdrawal upon UK human rights standards	243
IV. CONCLUDING REMARKS	249

C. LA CHARTE ET LES PARTICULIERS	253
L'EFFET DIRECT HORIZONTAL DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE, par Julie RONDU	255
I. LA RECONNAISSANCE SANS SYSTÉMISATION D'UN EFFET DIRECT HORIZONTAL DE LA CHARTE	261
A. La possibilité de principe d'un effet direct horizontal de la Charte.....	261
1. Les obstacles textuels et théoriques	262
2. Le dépassement prétorien.....	263
B. La théorisation lacunaire de l'effet direct horizontal de la Charte	264
1. La fonction essentiellement palliative.....	265
2. Les conditions incertaines	268
II. LA PARTICIPATION DE L'EFFET DIRECT HORIZONTAL DE LA CHARTE À LA RÉGULATION DU POUVOIR DES ACTEURS PRIVÉS.....	272
A. L'amorce de rééquilibrage par l'effet direct horizontal de la Charte	272
1. La problématique de l'effectivité des droits sociaux	273
2. La limitation aux relations caractérisées par une forte asymétrie.....	275
B. Le caractère protéiforme de l'effet horizontal de la Charte	276
1. Les palliatifs à l'absence d'effet direct horizontal.....	276
2. Les dérives potentielles de l'effet horizontal.....	277
QUI EST LE SUJET DES DROITS DE LA CHARTE ? DE L'ÊTRE UNIVERSEL À L'ÊTRE RELATIONNEL, par Édouard DUBOUT.....	279
I. L'EUROPE ET LES EUROPÉENS	279
II. LE DILEMME DU SUJET UNIVERSEL.....	281
A. La conception individuelle du sujet.....	281
B. La conception institutionnelle du sujet.....	284

TABLE DES MATIÈRES	309
III. L'ALTERNATIVE DU SUJET RELATIONNEL.....	289
A. L'apparition d'une subjectivité relationnelle	289
B. La signification d'une subjectivité relationnelle	293
LA CHARTE DANS L'ÉDIFICE CONSTITUTIONNEL DE L'UNION. EN GUISE DE POSTFACE, par Jacqueline DUTHEIL DE LA ROCHÈRE ...	297